

Conférence de presse du 04-02-2008

14-02-2008

MOT LIMINAIRE D'UNE CONFERENCE DE PRESSE DU PARTI SAHWANYA-FRODEBU SUR LA PROBLEMATIQUE DE LA SECURITE DANS LE PAYS,
04 FEVRIER 2008

Mesdames, Messieurs les journalistes,
Distingués invités.

Préoccupé par la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans notre pays, le Parti SAHWANYA-FRODEBU anime la présente conférence de presse pour partager ses points de vue et sa position avec vous. Il sera question d'échanger sur les causes et les sources de cette recrudescence des violences dans le pays, les conséquences et les alternatives de solutions.

La question de sécurité dans notre pays ne date pas d'hier. Elle plonge ses racines, particulièrement dans le refus de la démocratie, dans le refus de traduire en objectifs opérationnels les quatre principes de gestion du pouvoir post transition dont celui de la paix et de la sécurité pour tous.

Dans ce chapitre, il était en effet question de mettre un terme au conflit armé, à la guerre, à toutes les formes de violence avec tous les mouvements politico-militaires, les intégrer dans tous les secteurs de la vie nationale, procéder au désarmement de la population civile et des milices et appliquer les réformes prévues dans ce domaine pour obtenir une armée et une police nationales, professionnelles et loyalistes.

Depuis l'accession au pouvoir du Parti CNDD-FDD, la question de paix et de sécurité qui devait être la priorité des priorités ne semble pas préoccuper ce Parti et le pouvoir qui en est issu et des preuves ne manquent pas. Au lieu de trouver des solutions convenables et réalistes, ces derniers ont préféré une fuite en avant en cherchant des solutions forcées sans s'assurer préalablement qu'ils avaient la force nécessaire et suffisante pour le faire.

Qu'on s'en souvienne, c'est suite aux nombreuses pressions de la population burundaise, dans toutes ses composantes, et de la Communauté Internationale que le Président de la République a engagé un dialogue avec les Partis politiques et le Mouvement PALIPEHUTU-FNL d'Agathon RWASA dans une atmosphère dominée par l'insécurité et une instabilité politique tendant à se généraliser.

Cette question d'insécurité a une double manifestation et impose par là une approche en deux directions à savoir :

- 1 La sécurité de la population
- 2 La sécurité vue sous l'angle politique

Concernant la sécurité des citoyens, ces dernier jours, les radios, les stations de télévision, les journaux écrits, les rapports des ligues des droits de l'homme, ceux du Parlement et de l'administration territoriale, tous montrent qu'il y a regain des violences dans toutes les provinces du pays et l'implication de certains éléments des corps de défense et de sécurité.

La première source de cette recrudescence des violences est due aux armes disséminées au sein de la population. Ces armes sont possédées soit par des militaires et des policiers, soit par le Mouvement PALIPEHUTU-FNL, soit par des ex-combattants (démobilisés), soit par des citoyens qui les ont obtenues pendant la crise pour leur auto défense, soit par les bandits armés.

Elles sont utilisées pour terroriser, piller, tuer, pour des embuscades et des viols.

Les victimes sont des populations innocentes de tous les âges, de toutes les ethnies et de toutes les provinces du Burundi, y compris des étrangers. Chaque jour qui passe a ses victimes. Les exemples sont multiples et connus de vous tous.

La deuxième source de cette insécurité généralisée est :

- 1 Le refus du Parti CNDD de procéder au désarmement de la population et des ex-combattants réarmés
- 2 L'échec du processus de démobilisation et de réintégration des ex-combattants dans la vie socio professionnelle dû au manque d'un programme concret de création d'emploi et d'encadrement des ex-militaires et des ex-rebelles ;
- 3 La mauvaise affectation et la mauvaise gestion des fonds destinés au programme de démobilisation ;
- 4 La tentative de recréer une nouvelle rébellion.

La troisième source est :

- 1 Le manque de vision politique, l'absence de ligne directrice dans la gestion des affaires de l'Etat par le Parti CNDD-FDD et le pouvoir qui en est issu ;

- 2 Le recours à la force au détriment du dialogue avec toutes les conséquences qui s'en suivent ;
- 3 Le refus de terminer la guerre avec le Mouvement PALIPEHUTU-FNL d'Agathon RWASA dans l'espoir que la région et la médiation vont décréter des sanctions contre le Mouvement PALIPEHUTU-FNL ;
- 4 L'entretien de la guerre à des fins politiques (2010) ;
- 5 Le non respect des engagements pris avec les autres partenaires.

Les effets de ces trois sources d'insécurité se matérialisent par :

- 1 Un malaise au sein de la population et dans tous les secteurs de la vie nationale : dans les écoles, à la fonction Publique, dans le secteur commercial, etc. ;
- 2 Les menaces contre l'opposition et les autres forces sociales et morales qui dénoncent une situation de plus en plus intenable.

Toutes ces sources combinées rendent le pays impraticable et ingouvernable par des démocrates en faveur des partis et mouvements politico-militaires. Les droits de l'homme sont bafoués, la justice pour tous, le développement et la réconciliation deviennent très difficiles si pas impossibles, les cas de corruption, de détournements et des malversations économiques se renforcent. Cela signifie que la gestion des affaires de l'Etat devient obscure et suit la loi de la jungle.

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU considère que le Parti CNDD-FDD et le pouvoir qui en est issu ont failli à leur mission principale : celle de restaurer la paix et la sécurité pour tous, la transparence dans la gestion des affaires de l'Etat et la réconciliation nationale.

Par conséquent, le Parti SAHWANYA-FRODEBU garde sa position sur l'accord global de cessez-le-feu signé entre le Gouvernement et le Mouvement PALIPEHUTU-FNL d'Agathon RWASA. Il s'agit d'un accord incomplet et imprécis et exige que les deux parties se rencontrent et le complètent tant sur le plan politique que sur le plan sécuritaire. Sinon, c'est un accord qui risque d'être inutile parce que tel qu'il est, il n'apportera jamais la sécurité dans le pays.

Face à ce regain des violences, à cette insécurité persistante et généralisée, le Parti SAHWANYA-FRODEBU demande :

1 Au Président de la République, en même temps Chef du Gouvernement, de comprendre et d'intérioriser rapidement qu'au stade actuel (27 sommets des Chefs d'Etat de la Région sur le Burundi ; les efforts fournis par les Nations Unies, l'Union Africaine et les bailleurs de fonds), il est plus que temps que le Peuple Burundais prenne en mains ses destinées à travers ses dirigeants et les institutions dont il s'est doté. Cela signifie que le Président de la République doit impérativement s'exprimer sur cette situation d'insécurité et prendre des mesures et des décisions de nature à arrêter cette descente aux enfers.

2 Au Gouvernement de repenser la politique de démobilisation et de désarmement notamment en engageant d'autres partenaires dans la réalisation de ce programme tels que des ONG et des églises comme cela a été fait dans d'autres pays en période post-conflit (ex. Mozambique) ;

3 A l'Assemblée Nationale de mettre sur pied, rapidement et sans conditions, la Commission Spéciale chargée d'enquêter sur les véritables raisons du blocage de l'application de l'Accord de cessez-le-feu signé entre le Mouvement PALIPEHUTU-FNL et le Gouvernement et à laquelle des deux parties incombe la responsabilité de ce blocage ;

4 Au Mouvement PALIPEHUTU-FNL et au Gouvernement de tout mettre en œuvre pour qu'il soit mis un terme au conflit armé au Burundi en vue d'alléger les souffrances de la population, de comprendre que les Burundais sont fatigués de la guerre et que le Peuple Burundais est au bout de l'espoir ;

5 Aux forces politiques, sociales et morales et à la population de se lever et de dire non à tout acte pouvant compromettre l'étape actuelle du processus de paix et de réconciliation au Burundi afin de prévenir le désordre et les massacres généralisés à travers tout le pays, la paralysie des institutions qui conduiraient à l'anarchie et au chaos dans le pays ;

6 Au bailleurs de fonds en général et spécialement à la Banque Mondiale, de faire un audit de la Commission Nationale chargée du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réintégration et de la Réinsertion des Anciens Combattants pour que le Peuple Burundais soit informé de l'utilisation des fonds qui ont été mis à sa disposition ;

7 Aux bailleurs de fonds et au Gouvernement d'orienter les cadres de dialogue en préparation dans la perspective de couper l'herbe sous les pieds à tous les pêcheurs en eau trouble qui spéculent sur la détresse des démobilisés pour réorganiser des rébellions et relancer la guerre ;

8 Aux médias publics et privés, de continuer à informer l'opinion publique sur l'évolution politique et socio-économique du Burundi malgré les pressions et les menaces qui, pèsent sur vous. Nous en sommes informés ;

9 A la société civile de redoubler d'efforts et de vigilance dans la défense des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques ainsi que dans la lutte contre la corruption, la concession, les détournements et les malversations économiques et financières ;

10 A la population, de ne pas céder aux tentatives de corruption et de concussion en défaveur de l'instauration d'un Etat de droit, d'un Etat démocratique au Burundi ;

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU s'engage à œuvrer pour le retour de la paix et de la sécurité, pour le bon fonctionnement des institutions afin de stabiliser le pays, d'assurer l'unité et la cohésion du Peuple Burundais et d'affronter les défis socio-économiques et ceux relatifs aux élections de 2010.

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU remercie le Peuple Burundais qui, malgré tout, continue à faire face aux défis de sécurité et de pauvreté extrême.

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU félicite et encourage tous ceux et toutes celles qui sont en train de s'investir pour que des compromis réalistes soient trouvés entre le Gouvernement et le Mouvement PALIPEHUTU-FNL, afin de redonner de l'espoir au Peuple Burundais découragé et déçu aujourd'hui et de garder l'image de la fin de la période de transition d'un Burundi pris comme modèle de la démocratie et de résolution des conflits par voie pacifique dans la Sous Région.

Le Parti SAHWANYA-FRODEBU réitère sa demande à la Région et à la Communauté Internationale plus particulièrement à l'ONU de redoubler d'efforts pour que le Burundi ne sombre pas dans une catastrophe humanitaire. Le risque, au stade actuel, est grand.

Je vous remercie.

La Rédaction